

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 231 du 23 juin 2025**

Fin de la coopération bancaire entre les banques israéliennes et palestiniennes sur ordre du ministre israélien des finances Bezalel Smotrich comme prélude à l'annexion de la Cis-Jordanie

Le ministre israélien des finances, le fasciste Bezalel Smotrich, a annoncé la suppression de l'autorisation faite aux banques israéliennes à travailler avec leurs homologues palestiniennes. Cette coopération bancaire était cruciale pour la circulation des capitaux et les paiements des fonctionnaires palestiniens. Cette décision s'ajoute à la limitation des transferts des recettes fiscales, collectées par l'État d'Israël et qui sont dues à l'autorité palestinienne. Cette mesure vise à étouffer encore plus l'économie palestinienne déjà exsangue aussi bien en Cis-Jordanie qu'à Gaza dont les destructions ont complètement ruiné l'économie locale. Cette mesure est un pas de plus vers l'annexion pure et simple de la Cis-Jordanie avec en prélude la terreur imposée à la population palestinienne, la construction de nouvelles colonies et la volonté clairement affichée d'une expulsion massive des palestiniens. Plus que jamais : solidarité à la lutte de libération nationale du peuple palestinien. Pour avoir le point de vue du Parti révolutionnaire Communistes : <https://www.youtube.com/watch?v=5aHpknYVto&t=865s>

Gaza : A l'aéroport de Roissy, des syndicats appellent au blocage du matériel vers Israël

Plusieurs syndicats de l'aéroport de Roissy, dont la CGT, Force ouvrière et Sud Aérien, ont annoncé leur refus de participer à des livraisons d'armes vers Israël. Après les dockers de Marseille, plusieurs syndicats de l'aéroport de Roissy ont annoncé qu'ils s'opposeraient aux livraisons d'armes. Dans un communiqué la CGT 93 et de Roissy, indiquent: " Nos équipes militantes ont été informées du projet de chargement d'armes sur un avion en transit à Paris à destination d'Israël" et d'ajouter : " Les salariés de la plateforme aéroportuaire refusent d'être complices du massacre des civils palestiniens et refusent d'être complices du génocide ". De son côté, Force ouvrière Air France écrit : " Les salariés du transport aérien ne doivent pas faire partie de la machine de mort qui sévit aujourd'hui dans Gaza. Nous sommes opposés au transport de matériel militaire qui contribuerait au génocide en cours ». Rappelant que « le transport aérien doit être le vecteur d'une aide humanitaire vitale pour les enfants, les femmes et les hommes de Gaza ".



L'entreprise française d'armement Eurolinks visée par une plainte de la LDH pour complicité de crime contre l'humanité

La Ligue des Droits de l'Homme (LDH) a déposé plainte mercredi avec constitution de partie civile contre l'entreprise française d'armement Euro links et une entreprise israélienne, notamment pour complicité de crimes

contre l'humanité et complicité de génocide, a indiqué jeudi la LDH. La plainte, qui porte aussi sur une complicité présumée de crimes de guerre, vise l'entreprise Eurolinks, basée à Marseille, et l'entreprise israélienne IMI Systems.

Stop à la collaboration de STMicroelectronics avec l'État génocidaire d'Israël

Dans une lettre ouverte du 3 juin adressée aux président général et à la présidente de STMicroelectronics France, la CGT STMicroelectronics demande dit : " *Stop à la collaboration de STMicroelectronics avec l'État génocidaire d'Israël ! [et] non à l'utilisation de l'épargne salariale des salariés de STMicroelectronics pour financer l'armement d'Israël.*"

La CGT Airbus demande l'interruption immédiate de tous les contrats avec Israël, et l'interdiction de la présence d'Israël au Salon du Bourget

La coordination CGT du groupe Airbus dans une lettre ouverte au PDG de l'entreprise appelle l'entreprise à " *agir pour stopper le génocide à Gaza* ». Comme le rappelle la déclaration, « *Faire croire que le conflit et l'enfer vécu par les Palestiniens remontent au 7 octobre, relève du mensonge et de la complicité* ». Comme les dockers de Marseille et de Gênes, les salariés d'Airbus ne veulent ne pas être complice du génocide qui se déroule sous nos yeux à Gaza.

Stop Arming Israel (France) : Appel à se mobiliser contre le salon du Bourget du 20 au 22 juin

La France, qui est désormais le 2^{ème} plus gros vendeur d'armes de la planète, organise, du 16 au 22 juin, le salon d'armement du Bourget. Elle s'en sert de vitrine pour se positionner dans le marché global de la guerre et du contrôle, de la surveillance et de la répression, des frontières, des prisons et des camps. Pendant ces quelques jours, 2.500 exposants venus de 48 pays, puissances occidentales en tête, sont attendus pour y vendre leurs drones, bombardiers, missiles etc., autant d'armes qui finissent toujours par frapper des populations civiles et réprimer des peuples en lutte.

L'action se "Stop Arming Israel" avec celles de soutien à la lutte de libération du peuple palestinien ont obligé le gouvernement français à reculer sur la présence d'Israël à ce salon. Ainsi, selon l'Agence France Presse, les principaux stands des entreprises israéliennes d'armement ont été fermés au Salon du Bourget, à la demande du gouvernement français. Dans un communiqué relayé par l'agence Reuters, Israël dénonce ce lundi 16 juin " *une décision scandaleuse* ".

Les professionnels de médecine physique et de réadaptation du CHU de Nantes en grève jeudi 19 juin

Les syndicats CGT, FO et SUD, Acteurs Santé et CFDT du CHU de Nantes appellent à un rassemblement devant le bâtiment de médecine physique et de réadaptation de l'hôpital Saint-Jacques le jeudi 19 juin à 14 h.

Dans le cadre de la journée de mobilisation des professionnels du MPR (Médecine physique et de réadaptation) de l'hôpital Saint-Jacques, les syndicats CGT, FO et SUD, Acteurs Santé et CFDT du CHU de Nantes appellent à un rassemblement devant le bâtiment de l'hôpital Saint-Jacques (85, rue Saint-Jacques à Nantes) le jeudi 19 juin à 14 h. Un préavis de grève limitée pour la journée du 19 juin 2025 a ainsi été déposé pour tous les professionnels des services du MPR (PHU 10). Lors du conseil de pôle du 26 mai 2025, il a été annoncé aux professionnels du MPR la création d'une unité de SMR gériatrique sur des lits de MPR locomoteurs en janvier 2026 entraînant la fermeture de lits locomoteurs. Sans remettre en cause la nécessité de lits de SMR gériatrique, qui pourrait très bien être pensé dans un autre lieu, l'avenir du projet du nouveau MPR dont la construction vient tout juste de se finaliser, est mis à mal, explique l'intersyndicale. Ce qui n'est pas sans conséquence sur les conditions de financement des projets à venir, sur les conditions de travail de l'ensemble des professionnels et sur les conditions de prise en charge des patients. Réouverture des lits

L'intersyndicale exige la réouverture complète et définitive des lits du PHU 10 avec un effectif en nombre adapté et sécurisé.

Hôpital de Sisteron (Alpes de Haute-Provence) : Devant les Urgences 300 personnes en manifestation pour demander un plan de réanimation !

Plus de 300 manifestants se sont retrouvés pour la troisième fois à l'appel de l'Union Départementale CGT -04, devant les *urgences* de l'hôpital de Sisteron pour exiger la réouverture des *urgences* des hôpitaux de Manosque et Digne. Dans le même temps, il y a la nécessité de renforcer tous les services hospitaliers du département. Pendant que les ministres papotent sur les déserts médicaux, il faut saluer l'action des salariés et des usagers, sans laquelle rien ne se débloquera.

Le site de l'usine Tetra-Pak à Longvic en Côte d'Or occupé et bloqué par les salariés jusqu'à nouvel ordre

La direction de Tetra Pak maintient son projet de fermer ce site historique qui emploie 207 personnes. Une réunion était prévue vendredi pour discuter des modalités du plan social. *"La direction a fait marche arrière, car mercredi des salariés se sont opposés au transfert d'une pièce importante vers une autre usine de Hongrie, explique Claude Rolandet, délégué CGT. Tetra Pak est venue chercher une sorte de vis de 2 tonnes avec un camion pour dépanner son autre site. Mais comment cautionner ce départ, alors qu'on ne nous donne plus de commandes et que ce travail pourrait nous être confié ?"*

Les syndicats réclament donc *"de discuter avec les personnes qui prennent les vraies décisions, et d'en cesser avec le mépris. Si on doit partir, on veut que cela se fasse dans des conditions dignes et honnêtes, pas avec un plan social au rabais"*, ajoute le délégué CGT.

Le site est désormais complètement bloqué jusqu'à nouvel ordre par un piquet de grève *"On va se relayer par tranches de 4 heures. On sera là tout ce weekend, et on voit mal comment l'activité pourrait redémarrer"*, assurent les salariés à ICI Bourgogne.

JENNYFER : Le tribunal de commerce vient de rendre son jugement

Selon la fédération CGT du commerce et des services : *"Ce sont les offres de Beaumanoir et Celio qui ont été acceptées : "Le périmètre de la reprise concerne 26 magasins repris par Beau-manoir et 7 par Celio. Ce sont 234 travailleurs qui seront repris par les deux entités, et 150 postes seront proposés en priorité par Beau-manoir aux travailleurs de Jennyfer."*

La Fédération CGT Commerce et Services dénonce ce système économique qui permet de sacrifier des centaines de vies et ne peut se satisfaire d'une sauvegarde partielle des emplois. Dès demain matin, ce sont plus de 600 travailleurs de l'enseigne qui vont se retrouver sans emploi.

Les travailleuses et travailleurs n'ont pas à faire les frais des choix et des erreurs stratégiques du patronat. Cette injustice sociale doit cesser. Des lois réellement protectrices doivent être mises en place. La Fédération CGT Commerce et Services continuera de se battre pour exiger la transparence financière et l'encadrement législatif et réglementaire, afin que le patronat ne puisse plus liquider des entreprises à coups de montages financiers."

Casse des services publics : Mobilisation contre la fermeture de bureaux de poste en Maine-et-Loire avec le soutien des organisations syndicales

Les unions locales CGT, FO et UNSA-Postes apportent leur plein soutien à la marche citoyenne organisée le samedi 14 juin à 10 h au départ de la Poste de Bagnaux, par le collectif de Bagnaux, pour exiger le maintien des bureaux de poste de Bagnaux et Vivy (Maine-et-Loire), menacés de fermeture. Cette marche qui se terminera à la mairie de Saumur, portée par les habitants, usagers et soutenue par les syndicats, vise à dénoncer la disparition programmée d'un service public de proximité essentiel, notamment pour les personnes âgées, les foyers modestes et les petites entreprises. Ces fermetures participent d'une logique inacceptable de casse des services publics dans les zones rurales et périurbaines.

Les salariés de Dynastar manifestent contre la fermeture de la dernière usine de ski française

Le lundi 16 juin, une centaine de manifestants se sont mobilisés dans les rues de Sallanches, en Haute-Savoie, pour défendre Dynastar. Propriété du groupe Rossignol. C'est la dernière usine de fabrication de ski française, elle devrait fermer ses portes fin juillet.

Au total, 57 salariés seront licenciés. *"Ça fait 57 familles et ça va faire du mal sur Sallanches, affirme Alain Clergeaud, délégué syndical CGT.*

"Ils ont décidé de fermer le site et de donner la production aux Espagnols parce qu'ils n'ont pas le même Code du travail. Alors que c'est notre savoir-faire, c'est nous qui leur avons appris à faire ça !" dénonce-t-il.

Arrêt spontané du travail au musée du Louvre

Les personnels d'accueil et de surveillance du musée ont débrayé de manière spontanée lundi 16 juin pour protester contre les conditions de travail dégradées. Deux cents emplois en équivalent temps plein ont été supprimés en quinze ans.. Les agents dénoncent une surfréquentation concomitante aux problèmes de sous effectifs. Le syndicat Sud - culture Solidaires avait sollicité l'heure syndicale mensuelle et décidé avec la CGT - Culture de débrayer... dans l'attente d'une réponse de la Direction qui n'arrivait pas. Celle - ci évoque elle-même des problèmes de vétusté : infiltration d'eau et température dans les salles. Un projet de rénovation de 800 millions d'euros est prévu par le Ministère mais il est loin de répondre aux améliorations des conditions de travail : une salle dévolue à la Joconde... Une nouvelle entrée et une augmentation du prix d'entrée. En résumé c'est bien la perpétuation de la marchandisation de la culture que propose la direction du musée du Louvre en cohérence avec la politique macroniste au service du grand Capital.

Palais de la découverte en danger

La question de son avenir est désormais posée, notamment depuis qu'en conseil des ministres du 12 juin, il a été « *mis fin aux fonctions* » du président d'Universcience, Bruno Maquart, sans motif annoncé. Le même jour, la ministre de la Culture, Rachida Dati, tenait dans *Le Figaro* des propos inquiétants quant à l'avenir du Palais de la découverte.

Cela fait suite à une série d'annonces alarmantes depuis plusieurs mois : réduction de la surface attribuée au Palais de la découverte au sein du Grand Palais (octobre 2024) ; démenti brutal du ministère de la Culture concernant la préouverture (mars 2025) ; déclarations du président du Grand Palais, Didier Fusillier, suggérant de déplacer le Palais de la découverte à la Cité des sciences et de l'industrie ; annonce dans *Le Parisien*, par le ministère de la Culture, du lancement d'une mission interrogeant « *le modèle économique et l'emprise bâtiminaire d'Universcience* » (juin 2025).

Pourquoi s'en émouvoir ? Le Palais, c'est tout bonnement un lieu privilégié de transmission du savoir auprès d'un large public (avec en moyenne 80 % de visiteurs non parisiens). C'est un savoir-faire unique de vulgarisation scientifique portée par les médiatrices et médiateurs, ceux que le prix Nobel de physique, Pierre-Gilles de Gennes, nommait en 1982 les « *chargés d'expérience* » : l'incarnation vivante de la science face au public.

Le Palais de la découverte et la Cité des sciences et de l'industrie ont deux vocations différentes : au Palais, les fondamentaux scientifiques et la recherche en train de se faire ; à la Cité, l'approche science et société, et les applications techniques et industrielles. Soit **deux piliers essentiels et complémentaires de la culture scientifique** ! Bref : ces deux musées ont des identités propres ; et les réunir sous prétexte qu'ils présentent tous les deux « *de la science* » serait aussi absurde que de confondre le Louvre et le centre Pompidou.

Expulser le Palais de la découverte du Grand Palais, ce serait le condamner à disparaître.

C'est pourquoi les personnels d'Universcience, appelons les chercheurs(ses), ami(e)s et professionnel(le)s de la culture (scientifique ou non), enseignant(e)s, partenaires, mécènes, prestataires artistiques et techniques, visiteurs(ses), citoyens(nes) à signer une pétition. Nous demandons aux tutelles de l'établissement - ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et ministère de la Culture - de confirmer au plus vite leur engagement en faveur de la réouverture du Palais de la découverte au Palais d'Antin, dans le Grand Palais.

<https://www.change.org/p/sauvons-le-palais-de-la-d%C3%A9couverte>

MMP en lutte à Ancenis (Loire atlantique) contre un plan de licenciement

Suite à l'annonce d'un Comité Social et Économique Central portant sur la mise en place d'un projet de réorganisation de la société et portant sur la suppression de 17 postes, l'intersyndicale CGT et Force Ouvrière dénoncent la responsabilité du groupe MM dans ce gâchis industriel.

La direction générale explique ses choix au regard des demandes de rentabilité du groupe MM. Selon la direction, Le site spécialisé dans la production d'étuis pour l'industrie du luxe "*perd de l'argent*" (lisez les profits sont moins importants) et l'économie sur la masse salariale paraît une solution nécessaire du côté de la direction. La direction attribue ces mauvais résultats à la situation des marchés mondiaux instables, géopolitique et la baisse générale de l'activité dans le secteur du luxe.

C'est une stratégie de profits au dépend de l'emploi. Depuis plusieurs années, entre fonds de pension et fonds d'investissements le site n'a connu aucune action industrielle efficace. La reprise par le groupe MM en 2015 présageait des investissements et prise en main de l'outil industriel.

Des investissements tardifs et pour certains inadaptés. Une gestion du personnel et des compétences inappropriée. Le *turn over* des directions et managers, des choix stratégiques commerciaux que nous ne considérons pas assez audacieux sur des marchés qui malgré la tendance reste stable et garde une marge de croissance. C'est ce message que portent les élus lors des réunions qui s'enchaînent depuis maintenant plus d'un mois.

L'intersyndicale veut sauver des emplois, soutenue par une majorité de salariés qui s'inscrivent positivement dans l'avenir.

Suppressions de postes dans la fonction publique

Selon l'Agence AEF, La ministre chargée des Comptes publics, Amélie de Montchalin "*a relancé le débat sur le nombre de fonctionnaires dans une interview au JDD publiée samedi 7 juin 2025 en soirée. Elle recadre ses ministres, estimant que "le compte n'y est pas" et souhaite revenir sur la tendance à la hausse des effectifs de ces dernières années en réorganisant l'État. Le ministre de l'Économie et des Finances, Éric Lombard, a confirmé cette orientation dimanche sur France Inter, évoquant l'intelligence artificielle.*"

Pendant que de conclure en dialogue social les confédérations syndicales s'enfoncent dans la collaboration de classe, le pouvoir prépare des coupes sombres dans les services et la fonction publique. Ainsi, le gouvernement a demandé aux ministères de passer au crible leurs missions et leurs effectifs afin : "***d'identifier et de présenter un***

niveau ambitieux de diminution des effectifs". Le ministre de l'Économie et des Finances, Éric Lombard, a enfoncé le clou sur *France Inter* en confirmant vouloir réduire le nombre de fonctionnaires pour maîtriser les dépenses publiques afin de respecter l'objectif de 40 milliards d'économies fixé pour le projet de loi de finances pour 2026. **Il n'y a pas que les effectifs qui sont en ligne de mire, il y a aussi les salaires.** Pour Amélie de Montachalin : "*La masse salariale de l'État ne doit pas augmenter de 6,7 % comme l'an dernier. Nous allons demander ministère par ministère, à revoir les besoins de recrutement d'une part et les revalorisations salariales d'autre part.*" Elle ajoute : "*[nous] n'avons plus et nous n'aurons plus dans les prochaines années les moyens d'augmenter les salaires*".

Pour les salaires et les conditions de travail, les salariés de Guillaume-de-Varye en grève

Les salariés de l'hôpital privé Guillaume-de-Varye, à Saint-Doulchard, tirent la sonnette d'alarme : négociations annuelles obligatoires (NAO) au point mort, intéressement et participation qui n'arrivent pas et une dégradation des conditions de travail. Ils en arrivent à lorgner sur le secteur public : « Le privé n'est plus attractif, concède Cédric Jouvaviel, délégué syndical CGT de la clinique. Les services sont sous tension, il manque du personnel » Les salariés de Guillaume-de-Varye en grève ce mardi

L'obole de Tétra Médical (Loiret)

C'est une compensation dérisoire que propose l'entreprise de stérilisation Tétra Médical à ses ex salariés. Mise en liquidation en 2023 ce n'est qu'après la fermeture de cette usine du Loiret que la médecine du travail a daigné prévenir les salariés du risque auquel ils étaient exposés avec l'emploi d'un gaz cancérigène hautement toxique. L'oxyde d'éthylène était employé pour stériliser du matériel chirurgical, ce gaz provoque des risques potentiels de cancer du sang, du rein et du sein... Cent cinquante salariés ont saisi le Conseil des prud'hommes à Annonay au siège de Tétra Médical. Six mois après cette saisine le tribunal accorde une indemnisation de 20 000 euros aux salariés dont certains sont déjà malades. Une misère au regard des risques encourus par des salariés exposés sur le long terme par ce gaz. Que dire du rôle aujourd'hui de la médecine du travail qui n'accomplit même plus son rôle de prévention !

Occitanie : Appel de la FNIC-CGT contre les fermetures d'entreprises le 3 juillet à Vergèze dans le Gard

La FNIC-CGT organise une initiative pour interdire les licenciements et pour la sauvegarde des emplois et des savoir-faire.

<https://cloud.cgt.fr/index.php/s/kL4yGMK9px8Yai3?dir=undefined&openfile=20830620>

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement